

DÎNER-DÉBAT DU 5 MARS 2015 Lyon

COMPTE RENDU

L'Afrique et l'eau

Comment les maires d'Afrique inventent de nouveaux chemins

En Afrique, l'eau est une ressource à la fois très rare et très abondante et si, à l'échelle du continent, on ne peut guère parler de pénurie, il n'en est pas de même à l'échelle locale, même dans les zones les mieux pourvues. La croissance démographique très rapide de l'Afrique soulève à cet égard de très grands défis, dans les villes comme dans les secteurs ruraux. Comment protéger, sécuriser et distribuer dans des conditions sanitaires satisfaisantes une eau potable essentielle à la vie des habitants ? Quelles stratégies et quels moyens permettent aux pouvoirs publics nationaux et locaux de répondre à cette demande, et d'organiser un service efficace et innovant ?

C'est pour répondre à ces questions que AdP-Villes en développement, association de professionnels de la ville travaillant dans les pays émergents et en développement, a organisé un dîner débat à l'Hôtel de Ville de Lyon le 5 mars 2015 avec

- **Jean Paul COLIN**, maire d'Albigny-sur-Saône, vice-président de la Métropole de Lyon, chargé de la politique de l'eau et de l'assainissement et des programmes de coopération décentralisée dans ce domaine
- **Claude JAMATI**, consultant international, membre du Comité de direction de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), directeur de l'ouvrage collectif "L'Afrique et l'eau", Maire de Bailly, vice-président de la Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (Yvelines)

Marcel Belliot, président de “AdP - Villes en développement“, accueille les participants. Il rappelle que l’association “AdP“ rassemble près de 250 “professionnels de la ville“ francophones exerçant leurs activités dans les pays émergents et en développement : urbanistes, économistes, ingénieurs, chercheurs, administrateurs... Espace d’échanges professionnels, AdP organise régulièrement des rencontres sur les grands thèmes de l’actualité urbaine internationale. L’organisation de ce dîner débat à Lyon, dans les prestigieux salons de l’Hôtel de Ville, renforcera les liens avec les adhérents de l’association qui résident dans la région lyonnaise. Marcel Belliot remercie tout spécialement Patrice BERGER, membre de “AdP“ et directeur des activités internationales à l’agence d’urbanisme de Lyon, d’avoir facilité la préparation du dîner de ce soir.

Il salue Jean Paul COLIN, maire d’Albigny-sur-Saône et vice président de la Métropole de Lyon en charge de l’eau et de l’assainissement, qui pilote, à ce titre, les programmes de coopération décentralisée menés par Lyon Métropole à Madagascar dans le domaine de l’eau. L’autre conférencier est Claude JAMATI, consultant international et ancien président de “AdP“, qui a dirigé un ouvrage collectif d’experts africains et européens sur les enjeux et les politiques de l’eau en Afrique. Il est aussi maire de Bailly et vice président de la communauté d’agglomération Versailles Grand Parc.

Le dîner débat de ce soir permettra de confronter les points de vue et les expériences sur l’alimentation en eau potable et l’assainissement des villes et villages d’Afrique.

Claude JAMATI propose en introduction quelques chiffres concernant la population africaine, sa répartition et son évolution :

- Besançon et Abidjan avaient la même population en 1945 : 60 000 habitants. Aujourd’hui Besançon compte environ 120 000 habitants tandis qu’Abidjan en totalise 4 400 000 : plus de 35 fois Besançon
- L’Afrique compte 54 pays avec la population rurale la plus élevée, mais aussi la plus forte croissance urbaine de tous les continents. 1 milliard de personnes habitent aujourd’hui en Afrique. Ce chiffre atteindra 2 milliards en 2050 et 4 milliards en 2100.
- En 2030, la population urbaine d’Afrique dépassera la population rurale. D’ici là, 500 millions de ruraux auront rejoint les villes.
- Les deux tiers de cette croissance se situeront dans les villes secondaires et en périphérie des grandes villes. Aujourd’hui 2/3 des citadins africains vivent dans les bidonvilles, d’où un immense problème d’eaux usées et de déchets.

Comment répondre aux défis posés par la desserte en eau et en assainissement pour tous les Africains ? Claude JAMATI rappelle l’équation : produire et distribuer de l’eau potable et fournir un assainissement correct à tous les citoyens de façon durable à un tarif abordable. Il propose dix pistes :

- Mettre cette question à l'agenda prioritaire des autorités politiques (nationales et locales).
- Ne pas calquer les solutions sur celles des pays du Nord : les services d'eau domiciliaires ne représentent que 30 à 80% de la population. Il faut trouver des solutions intermédiaires.
- Capitaliser les valeurs de la culture africaine : on parle beaucoup des détournements, mais pas assez des "tontines"
- Favoriser l'implication de tous les acteurs : contractualisation, ententes entre toutes les parties prenantes : Etat, villes, opérateurs, ONG, associations...
- Mobiliser tous les professionnels. Les coopérations décentralisées peuvent permettre de définir des projets efficaces, innovants, répondant aux besoins de proximité, il faut utiliser tous les catalyseurs pouvant faire aboutir des financements réalistes.
- Décentraliser : stratégie municipale concertée, voir les guides pSEau. Les élus ont un rôle incontournable et l'eau, l'assainissement, les déchets sont des services de proximité.
- Encourager et intégrer les petits opérateurs : secteur informel à formaliser, PME à professionnaliser, artisans à faire évoluer de tâcherons à réelles entreprises pouvant être des partenaires pour les grands opérateurs (publics ou privés).
- Promouvoir des solutions innovantes en matière d'assainissement
Seulement 10% de l'eau utilisée doit être potable (usage alimentaire et soins corporels).
- Tirer des leçons des réussites : le Burkina, le Bénin, le Gabon, le Maroc, le Mozambique, la République Sud Africaine, le Sénégal, la Tunisie et l'Ouganda...
- Encourager les partenariats : démarche Water Operator Partnership (WOP) entre sociétés sœurs, partenariats public privé (PPP) : Maroc (Suez Environnement+Véolia), Sénégal et Côte d'Ivoire (ERANOVE), Gabon et Niger (Véolia)...

Il présente pour finir le livre collectif "L 'Afrique et l'eau" récemment publié aux Éditions Alphas, sous l'égide de l'Association Africaine de l'Eau (AAE) dont il est membre dirigeant. En dirigeant cet ouvrage, Claude JAMATI a voulu illustrer ces différentes pistes à travers des témoignages variés et complémentaires. La parole y est donnée à de grands responsables africains de sociétés d'eau de toutes les régions du continent. Beaucoup ont joué un rôle clé non seulement dans leur pays, mais aussi dans le cadre de l'Association Africaine de l'Eau (Association Continentale regroupant les opérateurs, et les membres affiliés). Parmi les auteurs figurent plusieurs présidents et haut responsables de l'AAE : Marcel Zadi Kessy, Abdoulaye Bouna Fall, Mamadou Lamine Kouaté, François Ombanda, Mounir Zougari, Duduzilé Myéni, Sylvain Usher, David Babalola, Silver Mugisha, Jean-Pierre Lasseni Duboze, Amadou Hama Maiga et d'autres. Le livre va alimenter

le processus africain de préparation du prochain Forum Mondial de l'Eau prévu en avril prochain en Corée du Sud.

Jean Paul COLIN présente la métropole de Lyon qui rassemble 59 communes et regroupe 1,5 million d'habitants. La Direction de l'eau et de l'assainissement emploie 750 personnes et autant de prestataires. Elle produit 300 000 m³ d'eau potable par jour et en gère l'ensemble du cycle, du captage à la sortie de la station d'épuration,

Les Lois Santini-Oudin qui ont fondé les politiques de coopération décentralisée ont plafonné à 1% des budgets locaux les montants des interventions extérieures. Lyon Métropole en est resté à 0,4 % et son action prend deux formes principales :

La première est celle du "Fonds de Solidarité" créé en 2003 en partenariat entre la Communauté Urbaine de Lyon et *Eau du Grand Lyon* (filiale de Veolia). Le budget annuel du FdS, exclusivement dirigé vers les pays francophones, est de 1 050 000 €. Il permet de financer chaque année une quinzaine de projets portés par des ONG, sur la quarantaine de projets présentés. Le financement n'est jamais à 100 % et chaque projet fait l'objet d'une évaluation. De 2004 à 2014, huit à neuf millions d'euros ont été financés par Lyon Métropole dans ce cadre.

La seconde forme est celle de la coopération décentralisée. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, tous les moyens financiers de Lyon Métropole (250 000 € par an) sont concentrés sur Madagascar et la région Haute-Matsiatra, située au centre sud de l'île. Cette région comprend 82 communes et rassemble 1,35 million d'habitants. Le travail se fait directement avec les communes, sans passer par les services de l'État. Lyon Métropole (LM) a mis en place un délégué permanent pour animer la coopération et piloter les projets. LM apporte un appui technique partenarial aux études préalables et aux montages des projets proposés par les autorités locales. Elle s'efforce de promouvoir des projets qui ne nécessitent pas d'alimentation en énergie (priorité aux solutions gravitaires) et qui font appel à la main d'œuvre et aux moyens locaux. Ces projets sont accompagnés d'actions de formation et des associations sont mises en place pour gérer les services ainsi créés. La réussite de cette politique est liée à un ancrage territorial de longue durée, à la continuité des actions, et à une bonne connaissance des cultures locales. Parmi les projets financés dans ce cadre, on peut citer des lavoirs, des blocs sanitaires...

Les débats sur ces deux présentations ont suscité les principales questions et réponses suivantes

- La relation avec l'urbanisme dans les programmes de coopération du Grand Lyon n'est pas prioritaire. La première urgence est l'eau et le territoire du Haut Matsiatra est principalement composé de villages,
- L'eau est souvent à l'origine de conflits d'usage, entre riziculteurs et autres agriculteurs par exemple. Les projets de coopération décentralisée de Lyon Métropole s'efforcent de prendre en compte dès l'amont ces difficultés et de mettre en place des programmes de formation et d'éducation.

- L'assainissement des eaux usées peut être une source importante de production d'eau pour des usages non potables.
- La culture africaine confère à l'eau une valeur "sacrée" qui doit être prise en compte dans les projets.
- le paiement de l'eau par les usagers ne va de soi en Afrique. Le principe appliqué par Lyon Métropole est de faire payer les équipements et les services mais pas la ressource elle-même.
- Des systèmes de réemploi des eaux usées et de tarification de l'eau ont été mis en place par l'association *Migrations et développement* : eaux assainies recyclées pour irrigation, premiers m3 gratuits. Cela pose le problème des normes des mini-réseaux d'assainissement ainsi mis en place...
- Les ressources en eau sont limitées dans certaines régions et des études prospectives y sont nécessaires pour les repérer et les mobiliser. Claude JAMATI évoque à ce sujet l'étude menée au Maroc dans une perspective à 25 ans.
- Les "fuites" des réseaux sont un grand souci dans les régions où la maintenance est défectueuse. C'est souvent le cas en Afrique. En France, le taux de perte est de 20 %.
- Il ressort de l'expérience de l'association *Hydraulique sans Frontières* que la formation est une action clé si l'on veut éviter le fonctionnement défectueux des installations. Elle doit être partie intégrante du projet. Jean Paul COLIN souligne à cet égard la rusticité des équipements mis en place par Lyon Métropole dans ses programmes de coopération décentralisée et il estime que, de ce fait, les techniques sont toujours simples. François NOISSETTE estime pour sa part qu'il faut promouvoir des systèmes simples qui encouragent les utilisateurs à les faire bien fonctionner.
- La potabilité de l'eau n'est pas nécessaire pour la plupart des usages qui en sont faits (chasse d'eau des toilettes par exemple). Jean Paul Colin souligne à cet égard que, en France, seulement 10 % des eaux consommées nécessitent vraiment d'être potables... Il y a là des marges considérables de productivité et de diminution des coûts.

Céline NOBLOT représentante du "Programme Solidarité Eau" informe les participants que le PS Eau va lancer le 27 juin prochain à Paris l'initiative des "Élus de l'eau". Celle-ci vise à mobiliser des élus français très engagés en solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, pour qu'ils se fassent ambassadeurs de cette cause auprès de leurs pairs, et mobilisent d'autres collectivités par leur témoignage.

En conclusion, Marcel BELLIOT remercie les intervenants et les participants et leur indique qu'un compte rendu du dîner débat de ce jour sera diffusé en mars 2015.

Marcel BELLIOT

LISTE DES PARTICIPANTS AU DÎNER-DÉBAT AdP DU 05.03.15

Prénom	Nom	Organisme	adresse messagerie
Jean	BAETZ	Réseau d'experts d'appui en développement	baetz.jean@orange.fr
Marcel	BELLIOT	AdP	marcel.belliot@wanadoo.fr
Mme	BELLIOT		em.belliot@gmail.com
Karine	BLANC	Grand Lyon	kblanc@grandlyon.com
Florent	BRUN	Toilettes du Monde	florent.brun@toilettesdumonde.org
Anne	BURLAT	Consultante - Développement urbain, Environnement, Eau	anne.burlat@orange.fr
Jean Paul	COLIN	Vice-Président de la Métropole de Lyon	jeanpaulcolin@orange.fr
Xavier	CRÉPIN	MAEDI	xavier@xavier-crepin.com
Ouattara	DAOUDA	Victimologie sans Frontières	0636232477
Lucien	DELORME	Hydraulique sans Frontière	lucien-delorme@wanadoo.fr
Marie	DOLS	URBALYON	M.Dols@urbalyon.org
Cécile	FÉRE	URBALYON	c.fere@urbalyon.org
Jacques	FONTAINE	VP LACIM & Travaux Publics sans Frontières	jacques.fontaine@gmail.com
Pascal	FOURNIER	Emmaus France	pascalfourmier@wanadoo.fr
Francis	FRUCHARD	Expert Hydraulicien (CNR)	
Marie Cécile	GALLAND	Conseil de Développement Grand Lyon	marie-cecile.galland@orange.fr
Chantal	GUILLET	ALEFRANCE	chantalguillet@alefrance.fr
Claude	JAMATI	consultant	clauderamati@yahoo.fr
Christine	LAROCLETTE	Action Internationale Jumelage Coopération (AICJ)	laroclette.christine@wanadoo.fr
Chin	MEY	ADMAH Cambodge	chin.mey@free.fr
Lim	MEY		
Naomi	MONNIER	Hydraulique sans Frontières	naomi.monnier@hydrauliquesansfrontieres.org
Céline	NOBLOT	Programme Solidarité Eau	noblot@pseau.org
Bruno	NOIRET	Action Internationale Jumelage Coopération (AICJ)	
François	NOISSETTE	Kalutere Polis	francois.noisette@kalutere-polis.fr
Anaïs	PRÉVEL	URBALYON	a.prevel@urbalyon.org
Véronique	PELOT	URBALYON	v.pelot@urbalyon.org
Bruno	RÉMONT	Hydraulique sans Frontières	bruno.remont@numericable.com
Jean Pierre	TRIBOULET	Hydraulique sans Frontières	jeanpierrettriboulet@hotmail.fr